



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_077

Objet	Transfert de la compétence Eau potable - 7-Création d'un budget annexe "Eau"
Rapporteur	Laurence FORTIN
Service	Service Finances
Thème	Finances

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Le conseil de Communauté a approuvé lors de sa séance du 29 juin 2018 le lancement de la procédure de transfert de la compétence « Eau ». L'extension de cette compétence a été entérinée par les communes selon les règles prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales et par arrêté préfectoral du 15 novembre 2018. Ce transfert de compétence s'effectuera au 1^{er} janvier 2019.

Le conseil de Communauté, par délibération en date du 29 juin dernier, a par ailleurs approuvé le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation du service d'eau potable à compter du 1^{er} janvier prochain.

Concernant les contrats de délégation en cours, ces derniers doivent être exécutés dans leurs conditions antérieures jusqu'à leur échéance, et sont ainsi *de facto* transférés à la Communauté.

Pour rappel, le suivi budgétaire et comptable de l'ensemble des contrats de délégation en cours associés à la gestion et à l'exploitation de ce service sera réalisé via un même budget spécifique de la Communauté créé à cet effet, via la délibération n° 2018- en date du 19 décembre 2018.

Seul le contrat de délégation en cours du SIDEP, relevant du même délégataire retenu par la Communauté, est à intégrer dans le nouveau contrat de délégation et fera l'objet d'un suivi budgétaire et comptable via un budget spécifique à créer pour les opérations en relation avec le nouveau délégataire de la Communauté.

En effet, concernant la gestion et l'exploitation de ce nouveau service par le nouveau délégataire, certaines dépenses demeureront à la charge directe de la Communauté, en complément au contrat de délégation, telles que des charges de personnel pour le suivi du contrat, les contributions au syndicat de bassin de l'Elorn, le remboursement des annuités des emprunts des communes et syndicats transférés, des dépenses d'études...

Par ailleurs, durant les premiers mois de fonctionnement de ce nouveau service, la Communauté aura directement à sa charge des dépenses associées à sa gestion et à son exploitation, objet de contrats ne pouvant être transférés le 1^{er} janvier au délégataire.

Ces dépenses seront couvertes indirectement par le nouveau délégataire, via la part délégrant des tarifs appliqués, ou via des refacturations directes.

Aussi, il convient de créer un autre budget annexe spécifique pour l'ensemble de ces

opérations en relation avec le nouveau délégataire, afin que la Communauté soit en mesure d'honorer les dépenses générées par le fonctionnement de ce nouveau service dès le 1^{er} janvier prochain.

Le budget prévisionnel proposé a été établi sur la base des estimations du cabinet Ressources Consultants Finances, et respectent les équilibres budgétaires de ce nouveau service communautaire tels que présentés par ce Cabinet dans le cadre des études réalisées sur ce transfert de compétence.

Ce nouveau budget annexe « Eau », à l'instar du budget annexe spécifique regroupant les contrats de délégations en cours, relève de l'instruction budgétaire et comptable M 49 et est assujéti à la TVA.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,
 Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,
 Vu la délibération n° DCC2018_001 du conseil de Communauté du 29 juin 2018
 Vu la délibération DCC2018_002 du conseil de Communauté du 29 juin 2018 approuvant le principe du recours à une délégation de service public pour l'exploitation du service eau potable à compter du 1^{er} janvier 2019,
 Vu le transfert de la compétence Eau à compter du 1^{er} janvier 2019
 Vu les délibérations des communes se prononçant sur le transfert de compétence :

	Communes	Dates des conseils municipaux
1	DAOULAS	07/09/2018
2	DIRINON	13/09/2018
3	HANVEC	05/10/2018
4	IRVILLAC	10/09/2018
5	L'HOPITAL CAMFROUT	04/10/2018
6	LA FOREST LANDERNEAU	08/10/2018
7	LA MARTYRE	12/10/2018
8	LA ROCHE MAURICE	27/09/2018
9	LANDERNEAU	12/10/2018
10	LANNEUFFRET	04/09/2018
11	LE TREHOU	04/10/2018
12	LOGONNA DAOULAS	20/08/2018
13	LOPERHET	13/09/2018
14	PENCRAN	17/09/2018
15	PLOUDIRY	17/09/2018
16	PLOUEDERN	25/09/2018
17	SAINT DIVY	27/09/2018

18	SAINT ELOY	14/09/2018
19	SAINT THONAN	11/10/2018
20	SAINT URBAIN	13/09/2018
21	TREFLEVEZ	25/09/2018
22	TREMAOUEZAN	13/09/2018

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018 318_0001 du 15 novembre 2018 modifiant les statuts de la Communauté au 1^{er} janvier 2019, en y ajoutant la compétence eau, suite à la majorité qualifiée des communes favorables au transfert

Vu l'avis favorable de la Commission Finances Ressources Humaines du 4 décembre 2018

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 20 novembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Décide, en complément au contrat de délégation à intervenir au 1^{er} janvier 2019 au titre de la gestion et de l'exploitation du service eau, la création d'un budget annexe « Eau » visant l'individualisation des opérations budgétaires et comptables avec le délégataire de ce service , objet d'un transfert de compétence à la Communauté le 1^{er} janvier 2019 ;

Article 2 : Dit que ledit budget annexe est administré suivant l'instruction budgétaire et comptable applicable à un service public industriel et commercial (M 49) ;

Article 3 : Dit que ledit budget est assujetti à la TVA ;

Article 4 : Adopte le budget primitif 2019 correspondant tel que présenté ci-après ;

Article 5 : Dit que le montant des produits des ventes à reverser à ce budget par le délégataire de ce service (surtaxe) est fixé à la somme de 150 000 € pour l'année 2019.